

47 % des personnels des collèges, des lycées et des CIO sont en grève aujourd'hui à l'appel du SNES-FSU et d'une large intersyndicale. C'est même une grève majoritaire en collège avec plus d'un.e professeur.e sur deux qui est gréviste, ce qui marque un refus clair et net du projet de la réforme du collège. Des collèges sont fermés comme par exemple dans l'académie de Limoges, dans l'académie de Versailles, en Normandie, on compte 70 à 80 % de grévistes.

Pour l'École publique

La colère est grande après les mensonges et les propos dénigrants d'Amélie Oudéa-Castera à l'encontre de l'École publique et de ses personnels. La forte mobilisation du jour témoigne de l'attachement des professeur.es, CPE, PsyEN, AED et AESH au projet scolaire de l'École publique, laïque, gratuite et obligatoire. Notre fierté, notre mission est bien d'accueillir partout tous les élèves sans distinction d'aucune sorte, être ambitieux pour chacun.e, respecter et participer à une véritable liberté de conscience notamment par la construction de l'esprit critique autour de savoirs scientifiquement validés.

L'urgence est salariale : les promesses du président de la République n'ont pas été tenues et le déclassement salarial de nos professions continue. Cette paupérisation pèse lourdement sur le quotidien des personnels, en particulier en période d'inflation, et aggrave la crise d'attractivité.

Non au « choc des savoirs », oui au choc des salaires

En collège comme en lycée, les personnels rejettent massivement le « choc des savoirs » initié par Gabriel Attal. Les analyses du SNES-FSU sont largement partagées par nos collègues : en collège, les groupes de niveaux provoqueront un tri social dès le plus jeune âge. Ils vont conduire à une forme d'assignation sociale et scolaire d'une grande violence pour les élèves. Ces mesures « choc » qui changent le sens des missions de l'École publique heurtent profondément l'identité professionnelle des professeur.es qui n'ont pas choisi ce métier pour trier les élèves ! Le SNES-FSU exige l'abandon des mesures « choc des savoirs » en collège comme en lycée.

La préparation de rentrée confirme que le service public d'Éducation n'est pas la priorité de ce gouvernement : postes supprimés, disparition d'options, de langues vivantes, de dispositifs d'accompagnement pour tous les élèves, d'heures en petits groupes, menaces sur l'Éducation musicale et les arts plastiques après la suppression de la technologie en Sixième...

A bien des égards, l'École publique est dans la même situation que l'hôpital public : difficulté de recrutement, perte de sens du métier, démission, conditions de travail déplorables, remplacements non assurés par les rectorats... Et que répondent Gabriel Attal et Emmanuel Macron ? Uniformes, SNU, Marseillaise, stages en entreprise... Cette déconnexion avec le quotidien des personnels est révélatrice du sort réservé à l'Éducation nationale. Elle est instrumentalisée pour mettre en œuvre un projet d'École et de société aux conséquences dangereuses pour la démocratie : ordre, inégalités accrues et séparatisme social et scolaire.

Inscrire l'action dans la durée

Nous faisons vivre l'École publique au quotidien, le mépris ministériel dans les paroles et les actes, ça suffit ! Nos collègues doivent être revalorisé.es, reconnu.es, respecté.es et protégé.es. Le SNES-FSU exige en particulier des mesures d'urgence : revalorisation sans contreparties des personnels, abandon du Pacte, création d'un statut de fonctionnaire de catégorie B pour les AESH et amélioration des conditions de travail, notamment par la baisse des effectifs dans les classes et un plan pluriannuel de recrutement.

Le SNES-FSU poursuit sa consultation des adhérent.es sur les suites de l'action. Dès maintenant, il appelle les personnels à se réunir dans les établissements pour mettre en débat et décider collectivement des suites locales à la mobilisation.